

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3892

16 décembre 2014

SOMMAIRE

Angel's Navigation S.A.	186816	Itchiban S.A.	186770
Aprorest S.à r.l.	186816	J.J. Car Sàrl	186788
Architectures Nouvelles et Cuisines	186816	J.J. Car Sàrl	186788
Arlington Investments S.à r.l.	186816	J.J. Car Sàrl	186788
Auto-Outlet Luxembourg S.A.	186816	J.J. Car Sàrl	186788
BeLux Enterprises Consulting s.à r.l.	186815	JPMorgan Funds	186789
CORIS HOLDING S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF	186813	Kandeo Fund S.à r.l.	186789
Credit Suisse Atlas I Investments (Luxem- bourg) S.à r.l.	186808	Kibera S.A.	186772
Helux Holding S.A.	186771	King Arthur Properties S.à r.l.	186799
Herford SA	186771	KSAC Europe Investments	186772
Hiva OA S.A.	186771	Leisure Park Holdings S.à r.l.	186773
Homesseek S.à r.l.	186772	Leopard Holdings S.A.	186782
Honotimber Company S.A.	186789	LHEDCO (Logement, habitat, études et développement coopératif)	186773
Hostellerie de Bourscheid S.A.	186772	L.M.I. Reconstruction Luxembourg	186772
Hôtel du Vieux Château s.à r.l.	186771	Long Term Investment Fund (SIA)	186773
Immo-Hygiène S.à r.l.	186771	LSF5 Giga Holdings S.à r.l.	186773
Immo-World S.à.r.l.	186789	Lux and Sàrl	186773
Infratec S.à r.l.	186770	Lys International S.A.	186774
Internationale de Gestion S.A. - SPF	186787	Manacor SA	186774
Interspazio Holding S.A.	186788	Mars Propco 3 S.à r.l.	186774
Investep S.A.	186788	M-Décor S.à.r.l.	186774
IPharma Invest (SPF) S.A.	186770	Wanig Investment S.A.	186770
IPharma Software S.A.	186770	Wine 1 s.à r.l.	186814

IPharma Invest (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 111.149.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014191191/10.

(140213189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

IPharma Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 111.874.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014191192/10.

(140213191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Itchiban S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9261 Diekirch, 8, rue Müller Fromes.

R.C.S. Luxembourg B 95.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191196/10.

Signature.

(140213238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Infratec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2513 Senningerberg, 2, rue des Sapins.

R.C.S. Luxembourg B 131.542.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191182/10.

(140212784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Wanig Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 145.965.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 novembre 2014

- L'Assemblée renouvelle les mandats de l'Administrateur René FALTZ et du commissaire LUXEMBOURG OFFSHORE MANAGEMENT COMPANY S.A. en abrégé LOMAC S.A., ayant son siège au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, pour une période de 6 ans. Ils prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2020 pour approuver les comptes 2019.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.*Un mandataire*

Référence de publication: 2014191580/14.

(140212839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Hôtel du Vieux Château s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 1, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 101.614.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191160/10.

(140213089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.**Helux Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 90.639.

Le bilan au 30 juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014191152/10.

(140213265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.**Herford SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 130.853.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191153/10.

(140212849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.**Hiva OA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 66.736.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HIVA OA S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014191156/12.

(140213384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.**Immo-Hygiène S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 102.384.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014191176/12.

(140212650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Hostellerie de Bourscheid S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9140 Bourscheid, 9, Groussgaass.
R.C.S. Luxembourg B 152.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191149/10.

(140213240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Homeseek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1633 Luxembourg, 21, rue Antoine Godart.
R.C.S. Luxembourg B 183.851.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 15 Août 2014 il a été convenu ce qui suit:

3. Les adresses de las Associés, Jorge RIBEIRO, Thomas QUINTUS et Mohamed DJEBALI change avec effet immédiat de 21, Rue Antoine Godart, L- 1633 Luxembourg a 10 A, Avenue du Bois, L - 1251 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28. novembre 2014.

Référence de publication: 2014191148/12.

(140213209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Kibera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 41.601.

Les comptes annuels au 31 MARS 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014191227/10.

(140212910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

KSAC Europe Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 151.623.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69690 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191231/10.

(140212743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

L.M.I. Reconstruction Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 90, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 126.543.

ADRESSE GÉRANT UNIQUE

L'adresse de Monsieur David BRESSAN, gérant unique est:

L-1320 Luxembourg, 90, rue de Cessange avec effet rétro-actif au 1^{er} décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191233/12.

(140212444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Leisure Park Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 145.089.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191235/10.

(140212921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

LHEDCO (Logement, habitat, études et développement coopératif), Société Coopérative.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 69.715.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191263/10.

(140212438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Long Term Investment Fund (SIA), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 113.981.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 7 novembre 2014 co-opte M. Alex Rauchenstein (demeurant professionnellement: Parkweg 1, CH-8866 Ziegelbruecke) en remplacement de M. Gilles Paupe en tant qu'administrateur avec effet au 7 novembre 2014 jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui aura lieu en 2015.

Référence de publication: 2014191267/11.

(140212896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

LSF5 Giga Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 119.052.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2014191269/10.

(140213083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Lux and Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 164.484.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014191276/12.

(140212577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Lys International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.486.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 10 octobre 2013

Monsieur Cyril WOLKONSKY, administrateur de catégorie A, né le 15 septembre 1956 à Paris, demeurant professionnellement au rue de l'Aurore 22, B-1000 Bruxelles, est nommé Président du Conseil d'Administration. Il assumera cette fonction jusqu'à l'assemblée statutaire de 2018.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Certifié sincère et conforme
Pour LYS INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014191283/14.

(140212907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

M-Décor S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 103.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2014191286/10.

(140213339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Manacor SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 106.542.

Les comptes annuels au 30.06.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MANACOR S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2014191287/11.

(140213262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Mars Propco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 122.294.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of November.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Centrum Hannover, Kröpcke-Center GmbH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung incorporated and existing under the laws of the Federal Republic of Germany, with registered office at Kaistrasse 8A, D-40221 Düsseldorf, Germany, registered with the Trade Register kept by the local court of Düsseldorf under registration number HRB 58204,

duly represented for the purpose hereof by Ms. Christine Kröger, employee, professionally residing in Munsbach, by virtue of a proxy granted on 17 November 2014 in Düsseldorf.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Mars Propco 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 122.294, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated

24 November 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (“Mémorial C”), number 93 of 01 February 2007 (the “Company”). The Company’s articles of association were last amended on 30 January 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C number 1169 of 8 May 2014.

The Sole Shareholder reviewed the following agenda (the “Agenda”):

1. Approval of the interim financial statements of the Company as at 18 November 2014;
2. Transfer of the Company’s registered office from 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, to Fürth, Federal Republic of Germany, and change of the nationality of the Company;
3. Change of the legal form of the Company from a Luxembourg société à responsabilité limitée to a German Gesellschaft mit beschränkter Haftung to be renamed “Centrum Mars Propco 3 GmbH” and determination of the articles of association of the Company under its new legal form;
4. Acknowledgment of the resignation of Mr. Mario Warny as manager of the Company, grant of discharge to Mr. Mario Warny for the exercise of his mandate and approval of the continuation of Mr. Uwe Reppegather as manager of the Company under its new legal form;
5. Compliance and consequences of the transfer of registered office; and
6. Transfer of the Company’s books and documents.

Further to the review of the Agenda, the Sole Shareholder requested the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder approves the interim accounts of the Company showing the Company’s financial situation as at 18 November 2014 (the “Interim Accounts”).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the Company’s registered office from its current address at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, to Fürth, Germany.

Simultaneously, the Company shall change its nationality from Luxembourgish to German in accordance with article 199 of the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning Commercial Companies, as amended, all by maintaining its legal personality.

The transfer of the Company’s registered office and the change of nationality as described above shall become effective as of the date of registration of the Company with the competent German trade register (the “Effective Date”).

Third resolution

The Sole Shareholder resolves that with effect as of the Effective Date the Company’s legal form shall be changed from a Luxembourg société à responsabilité limitée to a German Gesellschaft mit beschränkter Haftung, which shall be renamed “Centrum Mars Propco 3 GmbH” and governed by German law, in particular by the German Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung (“GmbHG”). Under its new legal form the Company shall have the following restated articles of association the „New Articles“):

Gesellschaftsvertrag

§1. Firma, Sitz, Geschäftsjahr.

1. Die Gesellschaft führt die Firma:
Centrum Mars Propco 3 GmbH.
2. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Fürth.
3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.
4. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Das erste Geschäftsjahr ist ein Rumpfgeschäftsjahr. Es beginnt mit der Eintragung der Gesellschaft in das Handelsregister und endet mit dem dann folgenden 31.12.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

1. Gegenstand des Unternehmens ist die Verwaltung eigenen Vermögens auf eigene Rechnung und nicht für Dritte.
2. Die Gesellschaft ist befugt, an anderen Orten Zweigniederlassungen zu errichten, gleichartige oder ähnliche Unternehmen zu erwerben, sich an solchen Unternehmen zu beteiligen oder deren Vertretung zu übernehmen.

§3. Stammkapital, Stammeinlagen.

1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 25.000,00 - in Worten: EURO fünfundzwanzigtausend -.
2. Auf dieses Stammkapital übernimmt
die Centrum Hannover, Kröpcke-Center GmbH mit Sitz in Düsseldorf, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 58204
die Geschäftsanteile Nrn. 1 bis 25.000 im Nennwert von je EUR 1,-- (= EUR 25.000,00). Die Geschäftsanteile sind voll eingezahlt.

§ 4. Veräußerung und Belastung von Geschäftsanteilen. Zur Belastung und Veräußerung von Geschäftsanteilen und von Teilen von Geschäftsanteilen an Nichtgesellschafter ist die Zustimmung der Gesellschafterversammlung erforderlich.

§ 5. Geschäftsführung und Vertretung.

1. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Hat die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer, so wird sie durch zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten.

2. Durch Beschluss der Gesellschafter kann einzelnen oder mehreren Geschäftsführern der Gesellschaft die Befugnis zur alleinigen Vertretung der Gesellschaft erteilt werden. Sie - wie auch Liquidatoren - können auch von den Beschränkungen der Vorschrift des § 181 BGB befreit werden.

3. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt dieser die Gesellschaft alleine.

§ 6. Gesellschafterversammlung.

1. Gesellschafterversammlungen finden nach Bedarf statt und können über alle Angelegenheiten der Gesellschaft Beschlüsse fassen.

2. Abweichend von Absatz 1 können Gesellschafterbeschlüsse, - soweit gesetzlich zulässig - wenn alle Gesellschafter mit diesem Verfahren einverstanden sind, auch schriftlich, mündlich oder fernmündlich ohne förmliche Gesellschafterversammlungen gefasst werden.

3. Beschlüsse über Änderungen des Gesellschaftsvertrages bedürfen einer Mehrheit von mindestens 75% aller abgegebenen Stimmen; sonstige Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst, soweit nicht das Gesetz zwingend andere Mehrheiten vorschreibt.

4. Je EUR 1,- eines Geschäftsanteils gewährt eine Stimme.

§ 7. Jahresabschluss und Gewinnverteilung.

1. Jedes Jahr findet alsbald nach Fertigstellung der Bilanz eine ordentliche Gesellschafterversammlung statt, in welcher die Bilanz den Gesellschaftern zur Genehmigung vorzulegen und zu erläutern ist.

2. Der sich aus der genehmigten Bilanz ergebende Gewinn kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, der der einfachen Mehrheit bedarf, in Rücklage gestellt oder als Gewinn vorgetragen werden.

Im Übrigen ist das Jahresergebnis an die Gesellschafter nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile auszuschütten

§ 8. Einziehung von Geschäftsanteilen.

1. Die Gesellschaft kann die Einziehung von Geschäftsanteilen oder Teilen von Geschäftsanteilen mit Zustimmung des betroffenen Gesellschafters jederzeit beschließen.

Ohne Zustimmung des betroffenen Gesellschafters kann ein Geschäftsanteil durch Gesellschafterbeschluss, der mit 2/3 Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, eingezogen werden, wenn

a) über sein Vermögen das Insolvenzverfahren eröffnet worden ist und nicht innerhalb von drei Monaten seit Eröffnung - ausgenommen mangels Masse - eingestellt wird; der Eröffnung des Insolvenzverfahrens steht die Nichteröffnung mangels Masse gleich,

b) in seinen Geschäftsanteil die Zwangsvollstreckung betrieben und diese nicht innerhalb von drei Monaten abgewendet wird,

c) ein Geschäftsanteil im Wege der Zwangsvollstreckung oder im Insolvenzverfahren eines Gesellschafters an einen Dritten gelangt ist, weil die Einziehung während des Verfahrens nach Abs. 5 nicht zulässig war.

2. Bei der Beschlussfassung hat der betroffene Gesellschafter kein Stimmrecht.

3. Die im Fall der Zwangseinziehung an den betroffenen Gesellschafter zu zahlende Abfindung bestimmt sich nach den Vorschriften des § 11, soweit rechtlich zulässig.

4. Die übrigen Gesellschafter können durch Beschluss verlangen, dass statt der Einziehung des Geschäftsanteils dieser auf die Gesellschaft, einen oder mehrere Gesellschafter oder einen oder mehrere Dritte gegen Übernahme der Abfindungslast durch den Erwerber übertragen wird.

5. Die Einziehung und der Erwerb durch die Gesellschaft sind nur zulässig, wenn die Abfindung gezahlt werden kann, ohne das Stammkapital anzugreifen.

6. Die Gesellschaft ist berechtigt, die bisherige Firma ohne eine Entschädigung fortzuführen.

§ 9. Auflösung der Gesellschaft bei Ausscheiden eines Gesellschafters.

1. Sind die Gesellschafter gemäß § 8 berechtigt, die Einziehung eines Geschäftsanteils zu verlangen oder scheidet ein Gesellschafter nach § 10 aus der Gesellschaft aus, so können die Gesellschafter mit 2/3 der angegebenen Stimmen auch beschließen, dass die Gesellschaft aufgelöst wird.

2. Bei der Beschlussfassung nach Absatz 1 hat der betroffene Gesellschafter kein Stimmrecht.

3. Wird ein Beschluss nach Absatz 1 gefasst, so nimmt der ausscheidende Gesellschafter an der Liquidation der Gesellschaft teil.

§ 10. Kündigung.

1. Ein Gesellschafter kann mit einer Frist von sechs Monaten zum Ende des Geschäftsjahres seinen Austritt aus der Gesellschaft erklären.

2. Durch die Kündigung wird die Gesellschaft nicht aufgelöst. Der kündigende Gesellschafter hat seinen Geschäftsanteil auf die übrigen Gesellschafter gegen Abfindung durch diese im Verhältnis ihrer Stammeinlagen zueinander zu übertragen. Ist eine Teilung des Geschäftsanteils nicht möglich, so ist der Geschäftsanteil auf die übrigen Gesellschafter als Mitberechtigten im Sinne des § 18 GmbHG zu übertragen. Die übrigen Gesellschafter sind zur Übernahme des Geschäftsanteils verpflichtet.

3. Die übrigen Gesellschafter können stattdessen mit 2/3 der abgegebenen Stimmen verlangen, dass der kündigende Gesellschafter seinen Geschäftsanteil nur auf einen Gesellschafter, auf die Gesellschaft oder auf einen oder mehrere Dritte überträgt. Der Erwerb durch die Gesellschaft ist nur zulässig, wenn sie das Entgelt zahlen kann, ohne ihr Stammkapital anzugreifen.

§ 11. Abfindung.

1. Scheidet ein Gesellschafter nach den Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages aus der Gesellschaft aus oder ist er nach derselben verpflichtet, den Geschäftsanteil abzutreten, erhält er eine Abfindung in Höhe des gemäß den folgenden Absätzen zu ermittelnden Verkehrswertes seines Geschäftsanteils.

2. Zum Zwecke der Anteilsbewertung ist von der Geschäftsführung unverzüglich eine Abfindungsbilanz aufzustellen. In diese Bilanz sind alle aktiven und passiven Vermögensgegenstände der Gesellschaft unter Einschluss aller materiellen und immateriellen Wirtschaftsgüter - gleich, ob diese bilanziert sind oder nicht - mit ihren wirklichen Werten einzusetzen, abgestellt auf den Zeitpunkt des Ausscheidens.

Der so ermittelte Gesamtwert ist ohne jeden Abzug auf die zu bewertenden Geschäftsanteile umzulegen, und zwar anteilig im Verhältnis der Beteiligungsquoten.

3. Der Anteilswert ist im Streitfall auf Antrag auch nur eines Beteiligten durch einen vom Präsidenten der örtlich zuständigen Industrie- und Handelskammer zu bestimmenden Sachverständigen unter Berücksichtigung der vorstehenden Regelung nach billigem Ermessen bindend festzustellen.

4. Das Abfindungsguthaben ist - entsprechende Höhe vorausgesetzt - in fünf gleichen Jahresraten, mindestens jedoch in Jahresraten je EUR 5.000,00 auszuzahlen.

Die erste Rate ist sofort mit der Feststellung des Guthabens fällig, frühestens jedoch zum Ausscheidenszeitpunkt.

5. Das jeweilige Abfindungsguthaben ist, beginnend mit der Fälligkeit der ersten Rate nach Absatz 4, mit 2 vom Hundert über dem jeweiligen Basiszinssatz zu verzinsen. Die Zinsen sind jeweils mit den Jahresraten fällig.

6. Eine vorzeitige Auszahlung des Abfindungsguthabens ist jederzeit - auch in Teilbeträgen - zulässig.

7. Das Abfindungsguthaben wird sofort fällig, wenn über das Vermögen des Schuldners das Insolvenzverfahren eröffnet worden ist, oder der Schuldner seine Zahlung einstellt oder aber, wenn die nach Absatz 4 und 5 zu entrichtenden Zins- und Tilgungsraten innerhalb von sechs Wochen nach Fälligkeit und alsdann nach Mahnung durch Einschreiben nicht binnen zwei Wochen nach Absendung der Mahnung vollständig gezahlt werden.

§ 12. Wettbewerbsgestattung. Jedem Gesellschafter und jedem Gesellschafter-Geschäftsführer ist es - soweit nicht in diesem Gesellschaftsvertrag etwas Abweichendes geregelt ist - ausdrücklich gestattet, Rechtshandlungen vorzunehmen und Rechtsgeschäfte zu tätigen, durch die er im Verhältnis zu der Gesellschaft in Wettbewerb tritt.

§ 13. Bekanntmachungen.

1. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im Bundesanzeiger.

2. Die Kosten der Beurkundung des Gesellschaftsvertrags, der Bekanntmachung, der Anmeldung der Gesellschaft und ihre Eintragung im Handelsregister und die Kosten der Gründungsberatung trägt die Gesellschaft bis zu einem Betrag von EUR 2.500,00; etwa darüberhinausgehende Gründungskosten tragen die Gesellschafter.

§ 14. Salvatorische Klausel. Sollte eine Bestimmung dieses Vertrages den gesetzlichen Vorschriften nicht entsprechen oder lückenhaft sein oder werden, so wird die Wirksamkeit dieses Vertrages im Übrigen hiervon nicht berührt. Der Vertrag soll in diesem Falle so ausgelegt oder umgedeutet bzw. ergänzt werden, dass eine seinem Sinn und Zweck entsprechende angemessene Regelung gilt, die, soweit rechtlich zulässig, dem am nächsten kommt, was die Vertragsschließenden gewollt haben.

Fourth resolution

The Sole Shareholder acknowledges and accepts the resignation of Mr. Mario Warny, professionally residing at 1 c, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, as manager of the Company with effect as of the date hereof.

Based on the information provided in the Interim Accounts, the Sole Shareholder grants discharge to Mr. Mario Warny for the exercise of his mandate until the date hereof.

The Sole Shareholder then resolves and confirms that the further manager of the Company, Mr. Uwe Reppegather, professionally residing at Kaistrasse 8A, D-40221 Düsseldorf, Germany, shall carry on his mandate as manager of the Company until and after the Effective Date and for an unlimited period of time (the "Continuing Manager").

Fifth resolution

The Sole Shareholder confirms that:

- (i) The New Articles are compliant with the requirements of the laws of the Federal Republic of Germany, in particular with the GmbHG;
- (ii) With effect as of the Effective Date, the Company will cease to exist as a Luxembourg company and will be subject to the applicable laws of the Federal Republic of Germany;
- (iii) The transfer of registered office, the change of the country where the Company will have its seat and of the Company's nationality and the change of the Company's legal form do neither result in a dissolution and/or liquidation of the Company, nor in the creation of a new legal entity, and are made in compliance with the requirements of German law.

Sixth resolution

The Sole Shareholder eventually resolves that all books and documents of the Company which are currently kept at the Company's registered office in Luxembourg shall be transferred to its new registered office in Germany as soon as practicable following the Effective Date.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 2,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the German and the English text, the German text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den achtzehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Centrum Hannover, Kröpcke -Center GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend unter dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit eingetragenem Sitz in Kaistrasse 8A, D-40221 Düsseldorf, Bundesrepublik Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter der Nummer HRB 58204, ordnungsgemäß vertreten durch Frau Christine Kröger, Privatangestellte, mit beruflicher Adresse in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 17. November 2014 in Düsseldorf, Deutschland, erteilten Vollmacht.

Nachdem die Vollmacht durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden ist, soll diese dieser Urkunde angehängt bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin (die „Alleingeschafterin“) der Mars Propco 3 S.à r.l., einer société à responsabilité limitée gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 122.294, gegründet gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 24. November 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations („Memorial C“) Nr. 93 vom 1. Februar 2007 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 30. Januar 2014 gem. Urkunde des unterzeichneten Notars geändert, welche im Memorial C Nr. 1169 vom 8. Mai 2014 veröffentlicht wurde.

Die Alleingeschafterin erwog sodann folgende Tagesordnung (die „Tagesordnung“):

1. Bestätigung der Zwischenbilanzen der Gesellschaft zum 18. November 2014;
2. Verlegung des Sitzes der Gesellschaft von 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, nach Fürth, Bundesrepublik Deutschland, und Änderung der Nationalität der Gesellschaft;
3. Formwechsel der Gesellschaft von einer luxemburgischen société à responsabilité limitée in eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit dem Namen „Centrum Mars Propco 3 GmbH“, und Bestimmung der Satzung der Gesellschaft unter ihrer neuen Rechtsform;

4. Kenntnisnahme des Rücktritts Herrn Mario Warny's von seinem Amt als Geschäftsführer der Gesellschaft und Bestätigung der Weiterführung seines Amtes als Geschäftsführers nach Rechtsformwechsel der Gesellschaft durch Herrn Uwe Repegather;

5. Rechtmäßigkeit und Rechtsfolgen der Sitzverlegung; und

6. Transfer der Bücher und Dokumente der Gesellschaft.

Nach Erwägung der Tagesordnung bat die Alleingesellschafterin den Notar, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin bestätigt die Zwischenbilanzen der Gesellschaft zum 18. November 2014 (die „Zwischenbilanzen“).

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt die Verlegung des Sitzes von der gegenwärtigen Adresse 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, nach Fürth, Bundesrepublik Deutschland.

Gleichzeitig soll die Gesellschaft in Übereinstimmung mit Artikel 199 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften und unter Beibehaltung ihrer Rechtspersönlichkeit ihre Nationalität von Luxemburgisch in Deutsch ändern.

Die Sitzverlegung und die Änderung der Nationalität sollen mit Eintragung der Gesellschaft durch das zuständige deutsche Handelsregister wirksam werden (das „Wirksamkeitsdatum“).

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, dass ab dem Wirksamkeitsdatum die Gesellschaft ihre Rechtsform von der Form der luxemburgischen société à responsabilité limitée in die Form einer deutschen Gesellschaft mit beschränkter Haftung ändert. Unter der neuen Rechtsform soll die Gesellschaft den Namen „Centrum Mars Propco 3 GmbH“ tragen und dem deutschen Recht, insbesondere dem deutschen Gesetz betreffend Gesellschaften mit beschränkter Haftung („GmbHG“), unterliegen. Der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft unter ihrer neuen Rechtsform (der „Neue Gesellschaftsvertrag“) soll wie folgt lauten:

Gesellschaftsvertrag

§ 1. Firma, Sitz, Geschäftsjahr.

5. Die Gesellschaft führt die Firma:

Centrum Mars Propco 3 GmbH.

6. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Fürth.

7. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

8. Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Das erste Geschäftsjahr ist ein Rumpfgeschäftsjahr. Es beginnt mit der Eintragung der Gesellschaft in das Handelsregister und endet mit dem dann folgenden 31.12.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

3. Gegenstand des Unternehmens ist die Verwaltung eigenen Vermögens auf eigene Rechnung und nicht für Dritte.

4. Die Gesellschaft ist befugt, an anderen Orten Zweigniederlassungen zu errichten, gleichartige oder ähnliche Unternehmen zu erwerben, sich an solchen Unternehmen zu beteiligen oder deren Vertretung zu übernehmen.

§ 3. Stammkapital, Stammeinlagen.

3. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 25.000,00 - in Worten: EURO fünfundzwanzigtausend -.

4. Auf dieses Stammkapital übernimmt die Centrum Hannover, Kröpcke-Center GmbH mit Sitz in Düsseldorf, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 58204

die Geschäftsanteile Nrn. 1 bis 25.000 im Nennwert von je EUR 1,- (= EUR 25.000,00). Die Geschäftsanteile sind voll eingezahlt.

§ 4. Veräußerung und Belastung von Geschäftsanteilen. Zur Belastung und Veräußerung von Geschäftsanteilen und von Teilen von Geschäftsanteilen an Nichtgesellschafter ist die Zustimmung der Gesellschafterversammlung erforderlich.

§ 5. Geschäftsführung und Vertretung.

4. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Hat die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer, so wird sie durch zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten.

5. Durch Beschluss der Gesellschafter kann einzelnen oder mehreren Geschäftsführern der Gesellschaft die Befugnis zur alleinigen Vertretung der Gesellschaft erteilt werden. Sie - wie auch Liquidatoren - können auch von den Beschränkungen der Vorschrift des § 181 BGB befreit werden.

6. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt dieser die Gesellschaft alleine.

§ 6. Gesellschafterversammlung.

5. Gesellschafterversammlungen finden nach Bedarf statt und können über alle Angelegenheiten der Gesellschaft Beschlüsse fassen.

6. Abweichend von Absatz 1 können Gesellschafterbeschlüsse, - soweit gesetzlich zulässig - wenn alle Gesellschafter mit diesem Verfahren einverstanden sind, auch schriftlich, mündlich oder fernmündlich ohne förmliche Gesellschafterversammlungen gefasst werden.

7. Beschlüsse über Änderungen des Gesellschaftsvertrages bedürfen einer Mehrheit von mindestens 75% aller abgegebenen Stimmen; sonstige Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst, soweit nicht das Gesetz zwingend andere Mehrheiten vorschreibt.

8. Je EUR 1,-- eines Geschäftsanteils gewährt eine Stimme.

§ 7. Jahresabschluss und Gewinnverteilung.

3. Jedes Jahr findet alsbald nach Fertigstellung der Bilanz eine ordentliche Gesellschafterversammlung statt, in welcher die Bilanz den Gesellschaftern zur Genehmigung vorzulegen und zu erläutern ist.

4. Der sich aus der genehmigten Bilanz ergebende Gewinn kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, der der einfachen Mehrheit bedarf, in Rücklage gestellt oder als Gewinn vorgetragen werden.

Im Übrigen ist das Jahresergebnis an die Gesellschafter nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile auszuschütten

§ 8. Einziehung von Geschäftsanteilen.

7. Die Gesellschaft kann die Einziehung von Geschäftsanteilen oder Teilen von Geschäftsanteilen mit Zustimmung des betroffenen Gesellschafters jederzeit beschließen.

Ohne Zustimmung des betroffenen Gesellschafters kann ein Geschäftsanteil durch Gesellschafterbeschluss, der mit 2/3 Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, eingezogen werden, wenn

d) über sein Vermögen das Insolvenzverfahren eröffnet worden ist und nicht innerhalb von drei Monaten seit Eröffnung - ausgenommen mangels Masse - eingestellt wird; der Eröffnung des Insolvenzverfahrens steht die Nichteröffnung mangels Masse gleich,

e) in seinen Geschäftsanteil die Zwangsvollstreckung betrieben und diese nicht innerhalb von drei Monaten abgewendet wird,

f) ein Geschäftsanteil im Wege der Zwangsvollstreckung oder im Insolvenzverfahren eines Gesellschafters an einen Dritten gelangt ist, weil die Einziehung während des Verfahrens nach Abs. 5 nicht zulässig war.

8. Bei der Beschlussfassung hat der betroffene Gesellschafter kein Stimmrecht.

9. Die im Fall der Zwangseinziehung an den betroffenen Gesellschafter zu zahlende Abfindung bestimmt sich nach den Vorschriften des § 11, soweit rechtlich zulässig.

10. Die übrigen Gesellschafter können durch Beschluss verlangen, dass statt der Einziehung des Geschäftsanteils dieser auf die Gesellschaft, einen oder mehrere Gesellschafter oder einen oder mehrere Dritte gegen Übernahme der Abfindungslast durch den Erwerber übertragen wird.

11. Die Einziehung und der Erwerb durch die Gesellschaft sind nur zulässig, wenn die Abfindung gezahlt werden kann, ohne das Stammkapital anzugreifen.

12. Die Gesellschaft ist berechtigt, die bisherige Firma ohne eine Entschädigung fortzuführen.

§ 9. Auflösung der Gesellschaft bei Ausscheiden eines Gesellschafters.

4. Sind die Gesellschafter gemäß § 8 berechtigt, die Einziehung eines Geschäftsanteiles zu verlangen oder scheidet ein Gesellschafter nach § 10 aus der Gesellschaft aus, so können die Gesellschafter mit 2/3 der angegebenen Stimmen auch beschließen, dass die Gesellschaft aufgelöst wird.

5. Bei der Beschlussfassung nach Absatz 1 hat der betroffene Gesellschafter kein Stimmrecht.

6. Wird ein Beschluss nach Absatz 1 gefasst, so nimmt der ausscheidende Gesellschafter an der Liquidation der Gesellschaft teil.

§ 10. Kündigung.

4. Ein Gesellschafter kann mit einer Frist von sechs Monaten zum Ende des Geschäftsjahres seinen Austritt aus der Gesellschaft erklären.

5. Durch die Kündigung wird die Gesellschaft nicht aufgelöst. Der kündigende Gesellschafter hat seinen Geschäftsanteil auf die übrigen Gesellschafter gegen Abfindung durch diese im Verhältnis ihrer Stammeinlagen zueinander zu übertragen. Ist eine Teilung des Geschäftsanteils nicht möglich, so ist der Geschäftsanteil auf die übrigen Gesellschafter als Mitberechtigter im Sinne des § 18 GmbHG zu übertragen. Die übrigen Gesellschafter sind zur Übernahme des Geschäftsanteils verpflichtet.

6. Die übrigen Gesellschafter können stattdessen mit 2/3 der abgegebenen Stimmen verlangen, dass der kündigende Gesellschafter seinen Geschäftsanteil nur auf einen Gesellschafter, auf die Gesellschaft oder auf einen oder mehrere Dritte überträgt. Der Erwerb durch die Gesellschaft ist nur zulässig, wenn sie das Entgelt zahlen kann, ohne ihr Stammkapital anzugreifen.

§ 11. Abfindung.

8. Scheidet ein Gesellschafter nach den Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages aus der Gesellschaft aus oder ist er nach derselben verpflichtet, den Geschäftsanteil abzutreten, erhält er eine Abfindung in Höhe des gemäß den folgenden Absätzen zu ermittelnden Verkehrswertes seines Geschäftsanteils.

9. Zum Zwecke der Anteilsbewertung ist von der Geschäftsführung unverzüglich eine Abfindungsbilanz aufzustellen. In diese Bilanz sind alle aktiven und passiven Vermögensgegenstände der Gesellschaft unter Einschluss aller materiellen und immateriellen Wirtschaftsgüter - gleich, ob diese bilanziert sind oder nicht - mit ihren wirklichen Werten einzusetzen, abgestellt auf den Zeitpunkt des Ausscheidens.

Der so ermittelte Gesamtwert ist ohne jeden Abzug auf die zu bewertenden Geschäftsanteile umzulegen, und zwar anteilig im Verhältnis der Beteiligungsquoten.

10. Der Anteilswert ist im Streitfall auf Antrag auch nur eines Beteiligten durch einen vom Präsidenten der örtlich zuständigen Industrie- und Handelskammer zu bestimmenden Sachverständigen unter Berücksichtigung der vorstehenden Regelung nach billigem Ermessen bindend festzustellen.

11. Das Abfindungsguthaben ist - entsprechende Höhe vorausgesetzt - in fünf gleichen Jahresraten, mindestens jedoch in Jahresraten je EUR 5.000,00 auszuzahlen.

Die erste Rate ist sofort mit der Feststellung des Guthabens fällig, frühestens jedoch zum Ausscheidenszeitpunkt.

12. Das jeweilige Abfindungsguthaben ist, beginnend mit der Fälligkeit der ersten Rate nach Absatz 4, mit 2 vom Hundert über dem jeweiligen Basiszinssatz zu verzinsen. Die Zinsen sind jeweils mit den Jahresraten fällig.

13. Eine vorzeitige Auszahlung des Abfindungsguthabens ist jederzeit - auch in Teilbeträgen - zulässig.

14. Das Abfindungsguthaben wird sofort fällig, wenn über das Vermögen des Schuldners das Insolvenzverfahren eröffnet worden ist, oder der Schuldner seine Zahlung einstellt oder aber, wenn die nach Absatz 4 und 5 zu entrichtenden Zins- und Tilgungsraten innerhalb von sechs Wochen nach Fälligkeit und alsdann nach Mahnung durch Einschreiben nicht binnen zwei Wochen nach Absendung der Mahnung vollständig gezahlt werden.

§ 12. Wettbewerbsgestattung. Jedem Gesellschafter und jedem Gesellschafter-Geschäftsführer ist es - soweit nicht in diesem Gesellschaftsvertrag etwas Abweichendes geregelt ist - ausdrücklich gestattet, Rechtshandlungen vorzunehmen und Rechtsgeschäfte zu tätigen, durch die er im Verhältnis zu der Gesellschaft in Wettbewerb tritt.

§ 13. Bekanntmachungen.

3. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im Bundesanzeiger.

4. Die Kosten der Beurkundung des Gesellschaftsvertrages, der Bekanntmachung, der Anmeldung der Gesellschaft und ihre Eintragung im Handelsregister und die Kosten der Gründungsberatung trägt die Gesellschaft bis zu einem Betrag von EUR 2.500,00; etwa darüberhinausgehende Gründungskosten tragen die Gesellschafter.

§ 14. Salvatorische Klausel. Sollte eine Bestimmung dieses Vertrages den gesetzlichen Vorschriften nicht entsprechen oder lückenhaft sein oder werden, so wird die Wirksamkeit dieses Vertrages im Übrigen hiervon nicht berührt. Der Vertrag soll in diesem Falle so ausgelegt oder umgedeutet bzw. ergänzt werden, dass eine seinem Sinn und Zweck entsprechende angemessene Regelung gilt, die, soweit rechtlich zulässig, dem am nächsten kommt, was die Vertragsschließenden gewollt haben.

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin nimmt den Rücktritt des Herrn Mario Warnys, geschäftsansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, von seinem Amt als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung ab dem Datum dieses Beschlusses zur Kenntnis.

Die Alleingesellschafterin erteilt Herrn Warny auf Grundlage der Zwischenbilanzen Entlastung für die Ausübung seines Mandates während des durch die Zwischenbilanzen abgedeckten Zeitraums.

Die Alleingesellschafterin beschließt und bestätigt sodann, dass der weitere Geschäftsführer der Gesellschaft, Herr Uwe Reppegather, berufsansässig Kaistrasse 8a, D-40221 Düsseldorf, Deutschland, sein Amt bis zu und auch nach dem Wirksamkeitsdatum auf unbestimmte Zeit weiterführen soll (der „Fortführende Geschäftsführer“).

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafterin bestätigt, dass:

(i) Der Neue Gesellschaftsvertrag mit dem Recht der Bundesrepublik Deutschland und insbesondere dem GmbHG in Einklang steht;

(ii) Die Gesellschaft ab dem Wirksamkeitsdatum aufhört, als luxemburgische Gesellschaft zu existieren und ab diesem Zeitpunkt dem Recht der Bundesrepublik Deutschland unterliegt;

(iii) Die Sitzverlegung, die Änderung des Landes in dem die Gesellschaft ihren Sitz hat, die Änderung der Nationalität und der Rechtsform der Gesellschaft weder die Auflösung und/oder Abwicklung der Gesellschaft, noch die Schaffung einer neuen Rechtsperson bewirken, und dass diese in Übereinstimmung mit den Erfordernissen des deutschen Rechts erfolgen.

Sechster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt, dass alle Bücher und Dokumente der Gesellschaft, welche sich gegenwärtig am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg befinden, sobald wie möglich nach dem Wirksamkeitsdatum an den neuen Sitz der Gesellschaft in Deutschland verbracht werden sollen

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde getragen werden sollen, werden auf EUR 2.000.- geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Deutsch geschrieben ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text soll die deutsche Fassung vorrangig sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte diese originale Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. KRÖGER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 novembre 2014. Relation: LAC/2014/54585. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 1. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014191291/420.

(140212583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Leopard Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 192.234.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, né le 24 avril 1968, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,

représenté par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant a, par son mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à anonyme:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de «LEOPARD HOLDINGS S.A.».

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, mar-

ques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EURO (31.000- EUR), représenté par TROIS MILLE CENT (3.100) actions, chacune d'une valeur nominale de DIX EURO (10.- EUR).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du Conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La Société sera engagée par la seule signature de l'administrateur unique (le cas échéant). Dans le cas de pluralité d'administrateurs, la Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.
- 3). Exceptionnellement, le premier président du Conseil d'Administration et le premier Administrateur-Délégué peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription

Toutes les actions ont été souscrites par M. Alexandre TASKIRAN, préqualifiée.

Toutes ces actions ont été libérées à concurrence de 25% par des versements en numéraire, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante EUROS (7.750 EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à la somme de mille cinquante euros (EUR 1.050,-).

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique, par son représentant susnommé, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires à un.
- 2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur: Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, né à Karaman (Turquie), le 24 avril 1968, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 3.- A été appelée aux fonctions de commissaire:

La société anonyme «TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A.», ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86995.

- 4.- Le siège de la société est établi à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

5.- La durée du mandat des administrateurs et du commissaire été a fixée à six ans.

6.- Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'Administrateur-Délégué.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en français suivis d'une traduction anglaise, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of November.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, born on the 24th day of April 1968 in Karaman (Turkey), here duly represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing party requested, through his mandatory, the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a société anonyme company as follows:

Art. 1. Between the present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg public limited liability company (Société Anonyme) is hereby formed under the title of "LEOPARD HOLDINGS S.A."

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred by decision of the Board of Directors to any other locality of the Grand-Duchy of Luxembourg and even abroad, should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, and until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The purpose of the Company is any operation related directly or indirectly to the holding of participations, in any form whatsoever in any companies, as well as the administration, management, control and development of such participations.

The Company may also use its assets to create, to manage, to improve and to liquidate a portfolio consisting of any assets, financial instruments, bonds, debentures, stocks, notes, securities, trademarks, patents or intellectual property rights of any kind, to participate to the ownership, administration, management, development and control of any enterprises, to acquire, by effect of contribution, subscription, assignment or purchase option or in any other way, any assets, trademark or patents or other intellectual property rights, to monetize any such assets or rights by effect of sale, assignment, exchange or otherwise, to develop such enterprises, trademarks, patents or other intellectual property rights, to grant to companies into which the Company has an interest any assistance, loan, cash or guaranty and/or to affiliated companies and/or companies that are part to its Groups of companies, the Group being referred to herein as the group of companies including mother entities, its subsidiaries and any other entity into which the mother entities or their subsidiaries hold a participation.

The Company may also be part of such transaction, it is understood that the Company shall not be part of any transaction which may bring the Company to be engaged in any activity which may be considered as a regulated activity of a financial nature:

- grant loans in any form or to acquire any means to grant credits and secure funds therefore, notably, by issuing securities, bonds, notes and other debt or equity titles or by using derivatives or otherwise;

- give access to, lend, transmit funds or provide credit access to or with subscription guaranties to or acquire any debt instruments, with or without guaranty, emitted by an Luxembourg or foreign affiliated entity, which may be in the Company's interest;

The Company shall conduct any act that is necessary to safeguard its rights and shall conduct all operations generally without limitation, including real estate operations, which relate to or enable its purposes.

In general, it may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company shall not directly carry out any industrial activity or maintain a commercial establishment opened to the public.

Art. 5. The subscribed capital of the Company is fixed at THIRTY ONE THOUSAND EURO (EUR 31,000.-) represented by THREE THOUSAND ONE HUNDRED (3,100) shares of a par value of TEN EURO (EUR 10.-) each.

The shares are in nominative or bearer form, at the option of the shareholder.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of association.

The Company may to the extent and under the restrictions foreseen by law redeem its own shares.

The Company's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 6. The Company is administered by a Board of Directors comprising at least three members, which elect a president among themselves. The mandate of the Directors may not exceed six years.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

Any Director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another Director as his proxy.

A Director may represent more than one of his colleagues

A resolution of the Board of Directors may be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every Director (circular resolution). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all action of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence. In particular it can arbitrate, compromise, grant waivers and grant replevins with or without payment.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more Directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

The signature of the sole Director shall bind the Company. In case of plurality of directors, the Company shall be bound at any time by the joint signature of two Directors or by an officer duly authorized by the Board of Directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on January 1 and closes on December 31.

Art. 11. The annual general meeting is held on the third Tuesday of June at 11.00 a.m. at the Company's registered office, or at an other place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting, any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not to be a shareholder himself.

Art. 13. The General Meeting has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Meeting may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Special dispositions

- 1) The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.
- 2) The first General Meeting will be held in the year 2016.
- 3) Exceptionally, the first Chairman of the Board of Directors and the first Managing Director may be appointed by the first General Meeting of the shareholders.

Subscription

All the shares have been subscribed by Mr. Alexandre TASKIRAN, prenamed.

All these shares are paid up in cash to the extent of 25% and therefore the amount of seven thousand seven hundred and fifty euros (EUR 7,750) is as from now on at the free disposal of the Company, proof whereof having been given to the officiating notary, who bears witness expressly to this fact.

Statement - Valuation - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26 of the law of August 10, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand fifty Euro (EUR 1,050.-).

Decisions of the sole shareholder

The above named sole shareholder, through his mandatory, has immediately taken the following resolutions.

- 1.- The number of Directors is fixed at one and that of the auditors at one.
- 2.- The following have been appointed as Director: Mr. Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, born at Karaman (Turkey), on the 24th of April 1968, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 3.- The following has been appointed as statutory auditor:
The public limited company "TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A.", having its registered office at L-2168 Luxembourg, 127 rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B number 86995.
- 4.- The Company's registered office shall be at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
- 5.- The term of office of the Directors and the statutory auditor shall be for six years.
- 6.- The Board of Directors is authorized to delegate the daily management of the Company to one or more of its members.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the mandatory, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 novembre 2014. Relation GRE/2014/4680. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014191260/290.

(140213132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Internationale de Gestion S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 47.438.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191186/9.

(140212451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Interspazio Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 64.430.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191187/9.

(140213002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Investep S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.584.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191188/9.

(140212453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

J.J. Car Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Z.A.R.E. Ilot Est.
R.C.S. Luxembourg B 106.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191197/9.

(140212981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

J.J. Car Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Z.A.R.E. Ilot Est.
R.C.S. Luxembourg B 106.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191198/9.

(140212982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

J.J. Car Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Z.A.R.E. Ilot Est.
R.C.S. Luxembourg B 106.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191199/9.

(140212983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

J.J. Car Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Z.A.R.E. Ilot Est.
R.C.S. Luxembourg B 106.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191200/9.

(140212984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

JPMorgan Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 8.478.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191211/9.

(140212428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Honotimber Company S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8436 Steinfort, 2, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 51.348.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191158/9.

(140213199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Immo-World S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9708 Clervaux, 9, rue du Parc.
R.C.S. Luxembourg B 100.273.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014191177/9.

(140212508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Kandeo Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 192.224.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fifth of November.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

Kandeo Fund II (Collector) L.P., a Limited Partnership incorporated and existing under the laws of Ontario, Canada, having its address of principal place of business in Ontario at office at 79 Wellington Street West, 30th Floor, Toronto, Ontario M5K 1N2, Canada, registered with registrar of Ontario under business identification number 240741330, represented by its general partner Kandeo Fund II GP, L.P., a limited partnership formed under the laws of Ontario, having its address of principal place of business in Ontario at office at 79 Wellington Street West, 30th Floor, Toronto, Ontario M5K 1N2, Canada, registered with registrar of Ontario under business identification number 240741249,

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it deems to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Kandeo Fund S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the municipality of Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred, other than by reason of death, to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in a general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters (3/4) of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one (1) or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one (1) Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one (1) Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one (1) Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one (1) Manager, the joint signature of any two Managers;

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one (1) or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers may appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one (1) vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters (3/4) of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five (25) Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1 January and ends on the 31 December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five (5) per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one (1) Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the shares have all been subscribed by Kandeo Fund II (Collector), L.P., prenamed and represented as said before.

All the shares have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred fifty Euro (EUR 1,150.-)

General meeting of partners

Immediately after the incorporation of the Company, Kandeo Fund II (Collector), L.P., representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at Parc d'Activité Syrdall, E Building, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed Managers of the Company for an indefinite duration:

- Mr Eduardo MICHELSEN DELGADO, born on 3 March 1971 in Bogota (Colombia), having his address at Miami, Florida (USA), 175 Hampton Lane Key Biscayne Fl. 33149; and

- Mr. Edgar Enrique SANDOVAL CASTRO, born on 24 July 1969 in Bogota (Colombia), having his address at Bogota (Colombia), Cra 12 No. 84 -12 Piso 9.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq novembre;

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Kandeo Fund II (Collector) L.P., un Limited Partnership constitué et existant sous les lois d'Ontario, Canada, ayant son adresse d'établissement principal à Ontario au 79 Wellington Street West, 30th Floor, Toronto, Ontario M5K 1N2, Canada, immatriculé avec le registre d'Ontario sous le numéro 240741330, représenté par son general partner Kandeo Fund II GP, L.P., un limited partnership constitué sous les lois d'Ontario, ayant son adresse d'établissement principal à Ontario au 79 Wellington Street West, 30th Floor, Toronto, Ontario M5K 1N2, Canada, immatriculé avec le registre d'Ontario sous le numéro 240741249,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

1. Forme sociale et dénomination. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de «Kandeo Fund S.à r.l.» (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi à la municipalité de Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 à toute autre localité de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) Le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") prise conformément à ces Statuts - y compris l'article 13.4 - et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg en vigueur, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient à ce moment un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, par offre, par acquisition, par échange ou par autre procédé) l'ensemble ou une partie des actions, parts sociales, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et d'en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce et d'acquérir, soutenir ou reprendre l'ensemble ou une partie de l'activité, des biens et / ou des dettes de toute personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), et de prêter des fonds et d'accorder dans tout cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent tel que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) le déterminera, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou autre, convertibles ou non, en relation ou non avec l'ensemble ou avec une partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non appelé et d'acquérir, de racheter, de convertir et de rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir un intérêt, de fusionner, d'entreprendre une consolidation et encore de conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les bénéfices, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, tout employé de la Société;

3.6 de se porter garante ou de conclure un contrat d'indemnités ou de sûretés, et d'accorder une sûreté en vue de l'exécution d'obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Holding") qui est à cet instant un membre ou a, de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), avec ou sans que la Société reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou sûreté, cautionnement ou charge pesant sur l'ensemble ou sur une partie des biens, des propriétés, des actifs (présents ou futurs) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6, une "garantie" comprend toute obligation, sous quelque forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être autrement tenu responsable de toutes dettes ou obligations financières d'une autre personne;

3.7 d'acheter, de prendre à bail, d'échanger, de louer ou d'acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, de donner à bail, d'échanger, de donner en location ou de disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou de l'ensemble ou d'une partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), y compris des parts sociales/actions, des obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libérés, de toute personne, que celle-ci ait ou non (en entier ou en partie) les mêmes objets sociaux que ceux de la Société; de détenir des parts sociales/actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; d'améliorer, de gérer, de développer, de céder, d'échanger, de donner à bail, de mettre en gage, de disposer ou d'accorder des droits d'option, de tirer parti ou toute autre action en rapport avec l'ensemble ou avec une partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, agent, cocontractant, trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre réglementation avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tous ou d'une partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne participera pas à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans ayant obtenu une telle autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associés" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel sera versé toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de la contribution et peut créditer les contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais ne doit pas obligatoirement, allouer tout montant contribué au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales comme prévu dans la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, de dividende et d'autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles à d'autres personnes que les Associés à moins qu'un Associé décède ou que les Associés détenant au moins trois quarts (3/4) des Parts Sociales n'aient accepté la cession durant une assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne sont pas transférables à d'autres personnes que les Associés pour raison de décès sauf si les Associés détenant trois quarts (3/4) des Parts Sociales détenues par les survivants ont acceptés la cession ou que les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915 s'appliquent;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est assujettie aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Administration.

8.1 La Société sera administrée par un (1) ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

8.2 Si à un moment donné la Société est administrée par un (1) Gérant unique, il sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

8.3 Si de temps en temps la Société est administrée par plus qu'un (1) Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment avec ou sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société est administrée par un (1) seul Gérant, et à tout moment le Conseil de Gérance, aura tout pouvoir d'entreprendre toute action nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées, par la Loi Luxembourgeoise ou par les présents Statuts, aux Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée auprès de tiers par:

10.1 si la Société est administrée par un Gérant Unique, la seule signature du Gérant Unique;

10.2 en cas de pluralité de Gérants, la signature conjointe de deux Gérants;

10.3 la seule signature de toute personne à qui un tel pouvoir aurait été délégué conformément à l'article 11.

11. Mandataire des gérants. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, pourra déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs pour remplir des tâches spécifiques à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc et devra déterminer les pouvoirs et responsabilités de tels mandataires, ainsi que la rémunération (le cas échéant), la durée de leur période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de leur mandat.

12. Réunions du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance peut nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se conformer à toutes les conditions de convocation préalable et à toutes les formalités si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et uniquement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, pour délibérer, pour voter et pour accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant au quorum requis) au moins deux (2) Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne, ou participent en personne dans une Réunion du Conseil tenue conformément à l'article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Gérants est présent ou représenté. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie de conférence téléphonique, de vidéo conférence ou de tout autre équipement de communication à condition que toute personne participant à une telle réunion ait la capacité d'entendre et de se faire entendre tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est présumée être présente à cette réunion et devra être comptée dans le quorum

et devra être autorisée à participer aux votes. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires traitées de cette manière par les Gérants sont, pour l'application de ces Statuts, considérées comme valablement et effectivement conclues à une Réunion du Conseil, bien que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis pour constituer un quorum.

12.6 Des résolutions prises par écrit, signées par tous les Gérants (ou par rapport à un Gérant, son Représentant de Gérant), sont aussi valables et valides comme si elles avaient été adoptées lors d'une Réunion du Conseil valablement convoquée et tenue. Une telle approbation peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents de la même forme signées par ou pour le compte d'un ou plusieurs Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil seront signés et, par extraits, certifiés par tous les Gérants présents à la réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un (1) vote pour chaque Part Sociale dont il est détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont uniquement valides si elles sont adoptées par les Associés détenant plus que la moitié des Parts Sociales, toutefois si un tel chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, indépendamment du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société que par un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), sous réserve de dispositions contraires, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts (3/4) des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour décider de la dissolution de la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à toutes les conditions de convocation préalable et formalités si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen équivalent) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8

13.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq (25) Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que par une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

13.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. A l'exception des cas où la Loi luxembourgeoise l'exige, aucune condition de quorum sera requise pour passer des résolutions écrites. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées dès que la Société aura reçu les copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par e-mail attaché) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 13.8.1 et des présentes dispositions de l'article 13.8.2, peu importe que tous les Associés aient voté ou non.

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

15. Distributions sur parts sociales.

15.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pourcent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par Résolution des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, selon le cas, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés soient récupérables par le(s) Associé(s).

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale conformément à la Loi Luxembourgeoise et à l'article 13. Dans le cas où la Société n'aurait qu'un (1) Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

- (a) un genre inclut tous les genres;
- (b) (à moins que le contexte ne le requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) une "personne" inclut une référence à tout individu, entreprise, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, Etat ou agence d'un Etat ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censé être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 Les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi dressés, les parts sociales ont toutes été souscrites par Kandeo Fund II (Collector), L.P., pré-désignée et représentée comme dit ci-dessus.

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille cent cinquante Euros (EUR 1.150,-).

Assemblée générale des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, Kandeo Fund II (Collector), L.P., représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au Parc d'Activité Syrdall, E Building, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Eduardo MICHELSEN DELGADO, né le 3 mars 1971 à Bogota (Colombie), ayant son adresse à Miami, Floride (USA), 175 Hampton Lane Key Biscayne Fl. 33149; et

- Monsieur Edgar Enrique SANDOVAL CASTRO, né le 24 juillet 1969 à Bogota (Colombie), ayant son adresse à Bogota (Colombie), Cra 12 No. 84 -12 Piso 9.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, dont le notaire connaît le nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 novembre 2014. Relation GRE/2014/4681. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014191216/524.

(140212843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

King Arthur Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 181.801.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of October.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

King Arthur Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 181.798, having its registered office at 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Luis Aguerre ENRÍQUEZ, Doctor en Derecho, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of King Arthur Properties S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 181.801, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 19 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 4 January 2014 number 36. The articles of association have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital of the Company declares having waived any notice requirement requests the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder: (A) decides to create two (2) classes of shares in the share capital of the Company, namely (i) the class A shares and (ii) the class B shares, in each case with the rights and obligations set forth in the following restatement of the articles of association; and (B) decides to convert the existing eleven thousand (11,000) shares into (i) nine thousand nine hundred (9,900) class A shares and (ii) one thousand one hundred (1,100) class B shares.

Second resolution

The sole shareholder decides to fully restate the articles of association of the Company, which shall henceforth now read as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "King Arthur Properties S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company shall not be acting or deemed to be acting as an alternative investment fund as defined in the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

2.6 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at eleven thousand Pound Sterling (GBP 11,000), represented by nine thousand nine hundred (9,900) class A shares and one thousand one hundred (1,100) class B shares, in each case with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1).

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital, which majority shall include shareholders holding more than half of the class B shares.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. Meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding a majority of the share capital, which majority shall include shareholders holding more than half of the class B shares. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, and decisions in respect thereof are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented, which majority shall include shareholders holding more than half of the class B shares.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association.

12.1 Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders, which majority (ii) represents at least three quarters of the share capital and (iii) includes shareholders holding more than half of the class B shares.

12.2 Where the respective resolution of the shareholders’ meeting is such as to change the respective rights of a particular class of shares, the resolution must also fulfil the conditions as to attendance and majority in the foregoing paragraph for such class of shares.

D. Management

Art. 13. Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by several managers. The managers form a board of managers which shall be composed of one or more class A managers (the “Class A Managers”) and one or more class B managers (the “Class B Managers”) and one or more class C managers (the “Class C Managers”). Any reference made hereinafter to the “managers” shall in such case be construed as a reference to the Class A Managers and/or the Class B Managers and/or the Class C Managers, depending on the context and as applicable.

13.2 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The managers shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital. The holders of class B shares shall have the exclusive right to propose a candidate for appointment as Class C Manager.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call of the chairman or by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager

in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers.

In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager and one (1) Class C Manager are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by the vote of at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager and one (1) Class C Manager present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager and one (1) Class C Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager and one (1) Class C Manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signatures of one (1) Class A Manager together with one (1) Class B Manager and one (1) Class C Manager, or (ii) by the joint signatures of any persons to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each calendar year and shall end on the thirty-first of December of the same calendar year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable

reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

F. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

G. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.”

Third resolution

The sole shareholder acknowledges that Mr. Collin J. Beecroft, born in San Diego, California, United States of America, on 22 August 1961, having his professional address at The Baupost Group, L.L.C., 10 Saint James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, United States of America, is currently appointed as class A manager of the Company and resolves that he shall continue his function as class C manager of the Company with immediate effect for an unlimited period.

Following such resolution, the board of managers of the Company is as of today composed as follows:

- Mr. John F. Harvey III, class A manager;
- Ms. Anne Catherine Grave, class B manager;
- Ms. Catherine Koch, class B manager; and
- Mr. Collin J. Beecroft, class C manager.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seizième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

King Arthur Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.798, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

dûment représentée par M. Luis Aguerre ENRÍQUEZ, Doctor en Derecho, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de King Arthur Properties S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.801, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, constituée selon acte reçu par le notaire soussigné, en date du 19 novembre 2013, publié au Mé-

morial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 36, en date du 4 janvier 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique: (A) décide de créer deux (2) classes de parts sociales dans le capital social de la Société, à savoir (i) les parts sociales de classe A et (ii) les parts sociales de classe B, dans chaque cas avec les droits et obligations énoncés dans la refonte suivante des statuts de la Société; et (B) décide de convertir les onze mille (11.000) parts sociales existantes en (i) neuf mille neuf cent (9.900) parts sociales de classe A et (ii) mille cent (1.100) parts sociales de classe B.

Deuxième résolution

L'associé unique décide la refonte complète des statuts de la Société, qui seront désormais rédigés comme suit:

«A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «King Arthur Holdings S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a également la possibilité d'agir en tant qu'associé ou actionnaire à responsabilité illimitée ou limitée pour les dettes et les obligations de n'importe quelle entité luxembourgeoise ou étrangère.

2.5 La Société ne peut agir comme un fonds d'investissement alternatif tel que défini par la loi du 12 juillet 2013 relative aux Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs et ne peut exercer aucune activité qui serait soumise au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. La Société ne peut notamment pas commercialiser activement (directement ou indirectement) ses parts sociales ou autres valeurs mobilières auprès d'investisseurs.

2.6 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à onze mille livres sterling (GBP 11.000), représenté par neuf mille neuf cent mille (9.900) parts sociales de classe A et mille cent (1.100) parts sociales de classe B, ayant dans chaque cas une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1).

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même pair comptable nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social, laquelle majorité devra comprendre les associés détenant plus de la moitié des parts sociales de classe B.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant une majorité du capital social, laquelle majorité devra comprendre les associés détenant plus de la moitié des parts sociales de classe B. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être

convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté, laquelle majorité devra comprendre les associés détenant plus de la moitié des parts sociales de classe B.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts.

12.1 Toute modification des statuts requiert l'accord (i) d'une majorité des associés, laquelle majorité (ii) représente au moins les trois quarts du capital social et (iii) comprend les associés détenant plus de la moitié des parts sociales de classe B.

12.2 Lorsque la résolution correspondante de l'assemblée des associés est de nature à modifier les droits respectifs d'une classe donnée de parts sociales, la résolution doit également réunir les conditions de présence et de majorité requises par le paragraphe précédent pour cette classe de parts sociales.

D. Gérance

Art. 13. Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par plusieurs gérants. Les gérants forment un conseil de gérance composé d'un ou de plusieurs gérants de classe A (les «Gérants de Classe A») et d'un ou de plusieurs gérants de classe B (les «Gérants de Classe B») et d'un ou de plusieurs gérants de classe C (les «Gérants de Classe C»). Toute référence faite aux «gérants» devra être entendue comme une référence aux Gérants de Classe A et/ou Gérants de Classe B et/ou Gérants de Classe C, selon le contexte et le cas échéant.

13.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2 Les gérants sont nommés et peuvent être librement révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Les détenteurs des parts sociales de classe B auront le droit exclusif de proposer un candidat pour nomination à titre de Gérant de Classe C.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnés dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B et un (1) Gérant de Classe C sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises par vote d'au moins un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B et d'un (1) Gérant de Classe C présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B et un (1) Gérant de Classe C. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B et un (1) Gérant de Classe C.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B et d'un (1) Gérant de Classe C, ou (ii) par la signature conjointe de toutes personnes auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Exercice social - Affectation des bénéfiques - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfiques.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfiques annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfiques distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfiques réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfiques reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

F. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui

fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

G. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.»

Troisième résolution

L'associé unique reconnaît que M. Collin J. Beecroft, né le 22 août 1961 à San Diego, Californie, États-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au The Baupost Group L.L.C., 10 Saint James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, États-Unis d'Amérique, est actuellement nommé en tant que gérant de classe A de la Société et décide qu'il continuera d'exercer sa fonction en tant que gérant de classe C de la Société avec effet immédiat pour une période illimitée.

Suite à cette résolution, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit à la date d'aujourd'hui:

- M. John F. Harvey III, gérant de classe A;
- Mme. Anne Catherine Grave, gérant de classe B;
- Mme. Catherine Koch, gérant de classe B; et
- M. Collin J. Beecroft, gérant de classe C.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. A. ENRÍQUEZ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 octobre 2014. LAC/2014/48983. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2014191218/523.

(140212844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Credit Suisse Atlas I Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.072,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.165.

In the year two thousand and fourteen (2014), on the thirty-first (31) day of October, before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

were adopted the resolutions of the sole shareholder of Credit Suisse Atlas I Investments (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 136165, and having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR12,500) (the Company).

The Company was incorporated on 7 January 2008 pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary public residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, which deed has been published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 602 of 11 March 2008.

The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

THERE APPEARED:

Credit Suisse K-H-R Investments (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 117925, and having a share capital of twelve thousand five hundred twenty-five euro (EUR12,525) (the Sole Shareholder),

hereby duly and validly represented by Maître Laura Hominal, lawyer, with professional address at 33, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that all the twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a nominal value of one euro (EUR1) each, representing the entire share capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR12,500), are present or duly and validly represented so that the Sole Shareholder may validly resolve on all the items composing the Agenda, as defined below;

II. that the Sole Shareholder has been called in order to resolve on the items contained in the following agenda (the Agenda):

(1) Conversion of the twelve thousand five hundred (12,500) shares representing the entire share capital of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, into twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company without nominal value;

(2) Conversion of the denomination of the share capital of the Company from euro (EUR) to United States Dollars (USD);

(3) Decrease of the share capital of the Company by an aggregate amount of zero point five United States Dollar (USD0.5) in order to bring the same from its current amount of seventeen thousand seventy-two United States Dollars and fifty cents (USD17,072.50) down to a new amount of seventeen thousand seventy-two United States Dollars (USD17,072), without cancellation of shares, through the transfer and allocation of an aggregate amount of zero point five United States Dollar (USD0.5) from the share capital account of the Company to the capital surplus account of the Company;

(4) Conversion and split of the twelve thousand five hundred (12,500) shares without nominal value of the Company, representing the entire share capital of the Company, into seventeen thousand seventy-two (17,072) shares of the Company, having a nominal value of one United States Dollar (USD1) each;

(5) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority granted to any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, to individually, with full power of substitution, proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company, the registration of the changes required by the matters set out in items 1 to 4 above and to see to any formalities in connection therewith; and

(6) Miscellaneous.

III. that after due consideration, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to convert all of the twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, representing the entire share capital of the latter, having a nominal value of one euro (EUR1) each, into twelve thousand five hundred (12,500) shares without nominal value.

Following the adoption of this first resolution, the share capital of the Company, which amounts to twelve thousand five hundred euro (EUR12,500), is represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, without nominal value.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the currency in which the share capital of the Company is currently denominated, being for the avoidance of doubt, the euro (EUR), to the United States Dollar (USD), with effect as of 2 January 2014.

As a consequence of the share capital of the Company being denominated now in United States Dollars (USD), and on the basis of the foreign exchange rate displayed on the website of the European Central Bank on 2 January 2014 at 3 p.m. (CET), according to which one euro (EUR1) was traded for one point three six five eight United States Dollar (USD1.3658), the share capital of the Company now amounts to seventeen thousand seventy-two United States Dollars and fifty cents (USD17,072.50).

The share capital of the Company is therefore set at seventeen thousand seventy-two United States Dollars and fifty cents (USD17,072.50), and is represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, without nominal value.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the share capital of the Company by an aggregate amount of zero point five United States Dollar (USD0.5) in order to bring the same from its current amount of seventeen thousand seventy-two United States Dollars and fifty cents (USD17,072.50), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company without nominal value, down to a new amount of seventeen thousand seventy-two United States Dollars (USD17,072), without cancellation of any of the shares of the Company, through the transfer and allocation of an aggregate amount of zero point five United States Dollars (USD0.5) from the share capital account of the Company to the credit of the “capital surplus account” (compte 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) of the Company.

The Sole Shareholder acknowledges that, as a result of the decrease of the share capital of the Company as outlined above, the share capital of the Company is now set at seventeen thousand seventy-two United States Dollars (USD17,072), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company without nominal value, and that the par value (pair comptable) of each share of the Company now amounts to one point three six five seven six United States Dollars (USD1.3676).

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, without nominal value, representing the entire share capital of the Company, into seventeen thousand seventy-two (17,072) shares of the Company having a nominal value of one United States Dollar (USD1) each, representing together an aggregate nominal value of seventeen thousand seventy-two United States Dollars (USD17,072), corresponding to the share capital of the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles which shall now read as follows:

“ **Art. 6.** The capital is fixed at seventeen thousand seventy-two United States Dollars (USD17,072), represented by seventeen thousand seventy-two (17,072) parts with a nominal value of one United States Dollar (USD1) each, entirely subscribed for and fully paid up.

Parts may be issued with a share premium. Funds received by the Company as issue premiums on the issue of its parys, may be used by the Board of Managers to provide for setting off any realized or unrealized capital losses or for the payment of any dividend or other distribution”.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple to, each one of them acting individually, with full power of substitution under their sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the register of the Company (including for the avoidance of doubt the signature of said register) of the changes mentioned under the resolutions above.

The Sole Shareholder further resolves to grant power and authority to any lawyer or employe of Allen & Overy, société en commandite simple, to see to any formalities in connection with the resolutions above with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) and the relevant publication in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) and more generally, to accomplish any and all formalities which may be required, necessary or simply useful in connection with and for the purpose of the implementation of the above resolutions.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day firs above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze (2014), le trente-et-unième (31^{ème}) jour du mois d'octobre, par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

ont été adoptées les résolutions de l'associé unique de Credit Suisse Atlas I Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du

Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 136165, et ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR12.500) (la Société).

La Société a été constituée le 7 janvier 2008 par un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 602 du 11 mars 2008.

Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

A COMPARU:

Credit Suisse K-H-R Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 117925, et ayant un capital social de douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR12.525) (l'Associé Unique),

dûment et valablement représenté par Maître Laura Hominal, avocat, dont l'adresse professionnelle est au 33, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom et pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'enregistrer ce qui suit:

I. que l'ensemble des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société s'élevant à douze mille cinq cent euros (EUR12.500), sont présentes ou dûment et valablement représentées de telle sorte que l'Associé Unique peut valablement délibérer sur les points composant l'Ordre du Jour, tel que défini ci-dessous:

II. que l'Associé Unique a été convoqué afin de délibérer sur les points composant l'ordre du jour suivant (l'Ordre du Jour):

(1) Conversion des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société sans valeur nominale;

(2) Conversion de la dénomination du capital social de la société de l'euro (EUR) au dollar américain (USD);

(3) Réduction du capital social de la Société d'un montant total de zéro virgule cinq dollars américains (USD0,5) à l'effet de le porter de son montant actuel de dix-sept mille soixante-douze dollars américains et cinquante centimes (USD17.072,50) à un nouveau montant de dix-sept mille soixante-douze dollars américains (USD17.072), sans annulation de parts sociales, par le biais du transfert et de l'allocation d'un montant total de zéro virgule cinq dollars américains (USD0,5) du compte de capital social de la Société au compte de «capital surplus» de la Société;

(4) Conversion et scission des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sans valeur nominale de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société, en dix-sept mille soixante-douze (17.072) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune;

(5) Modification du registre de parts sociales de la Société à l'effet de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, pour individuellement, avec tous pouvoirs de substitution, procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société, l'inscription des changements requis par les questions traitées aux points 1 à 4 ci-dessus et pour procéder à toutes les formalités y relatives; et

(6) Divers.

III. qu'après due considération, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir l'ensemble des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société, représentant l'intégralité du capital social de cette dernière, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sans valeur nominale.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de convertir la devise dans laquelle le capital social de la Société est actuellement dénommé, étant pour éviter tout doute, l'euro (EUR), en dollar américain (USD).

En conséquence de la dénomination du capital social de la Société en dollars américains (USD), et sur la base du taux de change publié sur le site internet de la Banque Centrale Européenne le 2 janvier 2014 à 15h CET, conformément auquel un euro (EUR1) était égal à un virgule trois six cinq huit dollars américains (USD1,3658), le capital social de la Société s'élève désormais à dix-sept mille soixante-douze dollars américains et cinquante centimes (USD17.075,50).

Le capital social de la Société est par conséquent fixé à dix-sept mille soixante-douze dollars américains et cinquante centimes (17.075,50) et est représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société sans valeur nominale.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant total de zéro virgule cinq dollars américains (USD0,5) à l'effet de le porter de son montant actuel de dix-sept mille soixante-douze dollars américains et cinquante centimes (USD17.072,50), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société sans valeur nominale, à un nouveau montant de dix-sept mille soixante-douze dollars américains (USD17.072), sans annulation de parts sociales de la Société, par le biais du transfert de l'allocation d'un montant total de zéro virgule cinq dollars américains (USD0,5) du compte de capital social de la Société au crédit du compte de «capital surplus» (compte 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) de la Société.

L'Associé Unique notes qu'en conséquence de la réduction du capital social de la Société telle que décrite ci-dessus, le capital social de la Société est désormais fixé à dix-sept mille soixante-douze dollars américains (USD17.072), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société sans valeur nominale, et que le pair comptable de chaque part sociale de la Société s'élève désormais à un virgule trois six cinq huit dollars américains (USD1,3658).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de convertir les douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société, sans valeur nominale mais avec un pair comptable d'un virgule trois six cinq huit dollars américains (USD1,3658) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, en dix-sept mille soixante-douze (17.072) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacun en représentant ensemble une valeur nominale totale de dix-sept mille soixante-douze dollars américains (USD17.072), correspondant au capital social de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital est fixé à dix-sept mille soixante-douze dollars américains (USD17.072), représenté par dix-sept mille soixante-douze (17.072) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, entièrement souscrites et pleinement libérées.

Les parts sociales peuvent être émises avec une prime d'émission. Les fonds reçus par la Société comme prime d'émission sur l'émission de ses parts sociales, peuvent être utilisés par le Conseil de Gérance pour compenser les pertes éventuelles de capital réalisées ou non réalisées ou pour le paiement de tout dividende ou autre distribution».

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société à l'effet de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société et tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, afin de procéder individuellement, avec tous pouvoirs de substitution, sous sa seule signature, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription dans le registre des parts sociales de la Société (en ce compris, pour éviter toute ambiguïté, la signature dudit registre) des modifications décidées sous les résolutions ci-dessus.

L'Associé Unique décide en outre d'accorder pouvoir et autorisation à tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, pour accomplir les formalités nécessaires relatives à l'émission des nouvelles parts sociales de la Société à l'Associé Unique au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et concernant la publication dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et plus généralement d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles en vue de l'accomplissement des résolutions ci-dessus.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivie d'une traduction française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Hominal, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15000. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014191717/236.

(140213518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

CORIS HOLDING S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 70.658.

L'an deux mille quatorze, le six novembre.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

S'est réunie

l'Assemblée générale extraordinaire de la société anonyme CORIS HOLDING S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF, ci-après «la Société», avec siège à L-1637 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 9 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 726 du 30 septembre 1999, numéro B 70658.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire, en date du 3 mars 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 133 du 7 février 2007 et en date du 21 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 477 du 28 mars 2007. Enfin, les statuts ont été modifiés, la Société adoptant notamment sa dénomination sociale actuelle, suivant acte reçu par le même notaire, en date du 29 septembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 2 546 du 23 novembre 2010.

La séance est ouverte à 8.30 heures sous la présidence de Monsieur Luciano DAL ZOTTO, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire:

Madame Silvia PEREIRA, employée privée, demeurant à L-5355 Oetrange.

L'Assemblée élit comme scrutateurs:

- 1) Madame Nathalie THUNUS, administrateur de sociétés, demeurant à B-6780 Messancy;
- 2) Monsieur Guy SCHOSSELER, administrateur de sociétés, demeurant à L-3554 Dudelange.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les neuf mille trois cent soixante-quinze (9 375) actions d'une valeur nominale de six euros (6.-EUR) chacune, représentant l'intégralité du capital social de cinquante-six mille deux cent cinquante euros (56 250.-EUR), sont représentées à la présente Assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations écrites et déclarant avoir pris préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement. Resteront pareillement annexés au présent acte les pouvoirs des actionnaires représentés.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1) Fixation d'une limite autorisée d'augmentation du capital social à neuf millions d'euros (9 000 000.-EUR) à réaliser par le Conseil d'administration; autorisation au Conseil d'administration de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires dans le cadre des dispositions légales en vigueur et, en général, de fixer les modalités des augmentations de capital à réaliser dans le cadre de la limite fixée;

2) Modification de l'article cinq des statuts de la Société, pour le mettre en concordance avec ce qui précède;

3) Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de son Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé son ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de fixer une limite autorisée d'augmentation du capital social à neuf millions d'euros (9 000 000.-EUR), le capital social souscrit actuel de cinquante-six mille deux cent cinquante euros (56 250.-EUR) pouvant être augmenté à concurrence de huit millions neuf cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros (8 943 750.-EUR) pour atteindre neuf millions d'euros (9 000 000.-EUR), par la création d'un million quatre cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq (1 490 625) actions nouvelles d'une valeur nominale de six euros (6.-EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'administration est autorisé à réaliser cette augmentation de capital par l'émission des actions ainsi autorisées, en une seule fois ou par tranches successives, à fixer l'époque et le lieu de l'émission ou des émissions successives, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles, à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires, à déterminer le cas échéant, le montant de la prime d'émission, enfin, à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles à l'exécution du présent article.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la présente autorisation et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois que le Conseil d'administration aura réalisé une augmentation de capital autorisée, l'article cinq des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue et cette modification sera constatée par le Conseil d'administration ou par un membre du Conseil désigné par le Conseil à ces fins.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution précédente, le texte de l'article cinq des statuts de la Société est le suivant:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à la somme de cinquante-six mille deux cent cinquante euros (56 250.-EUR), représenté par neuf mille trois cent soixante-quinze (9 375) actions d'une valeur nominale de six euros (6.-EUR) chacune, entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté à concurrence de huit millions neuf cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros (8 943 750.-EUR) pour atteindre neuf millions d'euros (9 000 000.-EUR), par la création d'un million quatre cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq (1 490 625) actions nouvelles d'une valeur nominale de six euros (6.-EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'administration est autorisé à réaliser cette augmentation de capital par l'émission des actions ainsi autorisées, en une seule fois ou par tranches successives, à fixer l'époque et le lieu de l'émission ou des émissions successives, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles, à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires, à déterminer le cas échéant, le montant de la prime d'émission, enfin, à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles à l'exécution du présent article.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la présente autorisation et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois que le Conseil d'administration aura réalisé une augmentation de capital autorisée, l'article cinq des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue et cette modification sera constatée par le Conseil d'administration ou par un membre du Conseil désigné par le Conseil à ces fins.»

Frais

Les dépenses, charges, frais, rémunérations de toute nature qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à la somme de deux mille euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance à 9.00 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signés: L. DAL ZOTTO, S. PEREIRA, N. THUNUS, G. SCHOSSELER, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15260. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 2 décembre 2014.

Référence de publication: 2014191742/97.

(140214004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Wine 1 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 156.461.

Il résulte d'un contrat de cession signé en date du 27 novembre 2014 que la totalité des parts détenues par Monsieur Sergio Bergamaschi, soit 345 parts sociales de la société Wine 1 Sàrl a été cédée à la société Green Blue 7 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg enregistrée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 177 575.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2014191588/13.

(140212718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

BeLux Enterprises Consulting s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 153.807.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre novembre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

- Madame Françoise VANDEWEERD, demeurant à B-4900 Spa, 14, avenue Dr Pierre Gaspar.
- Monsieur Serge WASEIGE, demeurant à B-4031 Angelur, 9, rue Félix Paulsen.
- Monsieur Alexandre ORIGER, demeurant à B-4000 Liège, 20/031, rue de la Commune.

Ici représentés par Monsieur FONS MANGEN, expert-comptable, demeurant à Ettelbrück, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent et requièrent le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Que la société à responsabilité limitée «BeLux Enterprises Consulting S.à r.l.», en abrégé «BLEC S.à r.l.», ci-après dénommée "la Société", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 153.807, a été constituée suivant acte reçu en date du 16 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1573 du 2 août 2010.

2. Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par cent vingt-cinq (125) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

3. Que les Associés représentés sont les seuls propriétaires de la totalité des actions de la prédite Société.

4. Que l'activité de la Société ayant cessé et que les comparants prononcent la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation avec effet immédiat.

5. Que les comparants, en tant qu'associés (Les «Associés»), se désignent eux-mêmes comme liquidateurs de la Société.

6. Que les Associés déclarent fixer à tout de suite la deuxième et la troisième assemblée conformément à l'article 151 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

7. Qu'en leur capacité de liquidateurs de la Société, les Associés requièrent le notaire instrumentant d'acter qu'ils déclarent avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à son profit.

8. Que les Associés sont investis de tous les éléments actifs de la Société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

9. Que les déclarations des liquidateurs ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par la société anonyme "RAMLUX S.A.", établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg au 9b, boulevard Prince Henri, désignée «commissaire-vérificateur» par les Actionnaires de la Société.

10. Que les Associés approuvent les comptes de liquidation et donnent décharge pleine et entière au commissaire-vérificateur, concernant toute responsabilité ultérieure.

11. Que les Associés prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister.

12. Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

13. Que les livres et documents de la Société dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins au siège social à L-1724 Luxembourg au 9B, boulevard Prince Henri.

Et à l'instant le mandataire des comparants a présenté au notaire instrumentaire les parts sociales qui ont été annulées par la comparante en présence du notaire.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. MANGEN, R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 26 novembre 2014. Relation: LAC/2014/55873. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014191683/54.

(140214260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Auto-Outlet Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg, Z.I..

R.C.S. Luxembourg B 173.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014191671/10.

(140214124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Arlington Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.000.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ARLINGTON INVESTMENTS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014191669/12.

(140213608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Aprorest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4438 Soleuvre, 256, rue de Differdange.

R.C.S. Luxembourg B 117.366.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014191658/10.

(140213913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Architectures Nouvelles et Cuisines, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 32, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 41.023.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Strassen, le 02/12/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014191661/10.

(140213968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Angel's Navigation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 126.753.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014191656/10.

(140213653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.